

Par arrêté royal du 17 juin 2013 M. Vandenbroeck-Touhami, Karim, né à Gand le 22 novembre 1985, y demeurant, a été autorisé, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de « Touhami » après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 17 juin 2013 Mme P. Llagas, Amelia, née à Daang Amaya-Tanza (Philippines) le 8 février 1965, demeurant à Diest, a été autorisée, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de « Pitong » après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 17 juin 2013 Mme Aliyeva, Natalia, née à Budapest (Hongrie) le 26 juillet 1976, demeurant à Nazareth;

et

M. Aliyev, Vladimir Jurjevitch, né à Dushanbe (Union des Républiques Socialistes Soviétiques) le 2 janvier 1983, demeurant à Gand, ont été autorisés, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à leur nom patronymique celui de « Kounenko » après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 17 juin 2013 M. Pardeep, Jeffrey, né à Maaseik le 22 août 1986, demeurant à Hasselt, a été autorisé, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de « Stas » après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Bij koninklijk besluit van 17 juni 2013 is machtiging verleend aan de heer Vandenbroeck-Touhami, Karim, geboren te Gent op 22 november 1985, er wonende, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, zijn geslachtsnaam in die van « Touhami » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 17 juni 2013 is machtiging verleend aan Mevr. P. Llagas, Amelia, geboren te Daang Amaya-Tanza (Filippijnen) op 8 februari 1965, wonende te Diest, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, haar geslachtsnaam in die van « Pitong » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 17 juni 2013 is machtiging verleend aan Mevr. Aliyeva, Natalia, geboren te Boedapest (Hongarije) op 26 juli 1976, wonende te Nazareth;

en

de heer Aliyev, Vladimir Jurjevitch, geboren te Dushanbe (Unie der Socialistische Sovjetrepublieken) op 2 januari 1983, wonende te Gent, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, hun geslachtsnaam in die van « Kounenko » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 17 juni 2013 is machtiging verleend aan de heer Pardeep, Jeffrey, geboren te Maaseik op 22 augustus 1986, wonende te Hasselt, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, zijn geslachtsnaam in die van « Stas » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

COMMISSION DE LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE

[C – 2013/18313]

Règlement d'ordre intérieur

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le siège de la Commission de la protection de la vie privée, ci-après "la Commission", est établi à Bruxelles.

Art. 2. Le président veille au bon fonctionnement de la Commission.

Art. 3. En exécution de l'article 26, § 1^{er}, premier alinéa de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel (ci-après "la LVP"), le président convoque la Commission et fixe le lieu, la date et l'heure des séances. Il ouvre et clôt celles-ci. Il dirige les débats.

En cas d'empêchement du président, ses attributions sont exercées par le vice-président, qui a dans ce cas les mêmes pouvoirs et les mêmes obligations.

Art. 4. Sauf dans les cas jugés urgents par le président, les convocations sont envoyées aux membres au moins huit jours avant la séance. Elles contiennent l'ordre du jour de la séance ainsi que les documents indispensables.

Art. 5. Indépendamment des séances fixées par le président lui-même conformément à l'article 3 du présent règlement d'ordre intérieur (ci-après "le présent règlement"), il convoque également la Commission si trois membres au moins en font la demande, par courrier adressé au président ou lors d'une séance de la Commission. L'objet de la séance à convoquer est précisé dans la demande.

La Commission se réunit dans les 15 jours suivant l'introduction de la demande, à moins que les demandeurs ne s'accordent sur une date ultérieure.

Art. 6. § 1^{er}. Le président fixe l'ordre du jour.

Les points inscrits à l'ordre du jour se répartissent en deux catégories, «A» et «B». Ceux relevant de la catégorie «B» sont approuvés en séance sans autre forme de débat, sauf si leur mise en discussion a été demandée au président par un membre, au plus tard à 10 heures l'avant-dernier jour ouvrable précédant le jour de la séance concernée –

COMMISSIE VOOR DE BESCHERMING VAN DE PERSOONLIJKE LEVENSSFEER

[C – 2013/18313]

Huishoudelijk reglement

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen.

Artikel 1. De Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, hierna de Commissie genoemd, heeft haar zetel te Brussel.

Art. 2. De voorzitter waakt over de goede werking van de Commissie.

Art. 3. In uitvoering van art. 26, § 1, eerste lid van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens (hierna : WVP) roept de voorzitter de Commissie samen en stelt de plaats, de dag en het uur van de vergaderingen vast. Hij opent en sluit de vergaderingen. Hij leidt de debatten.

Bij verhindering van de voorzitter worden zijn bevoegdheden uitgeoefend door de ondervoorzitter, die dan dezelfde bevoegdheden en verplichtingen heeft.

Art. 4. Behoudens spoedeisende gevallen, door de voorzitter te beoordelen, worden de oproepingen tenminste acht dagen voor de vergadering aan de leden verzonden. Zij bevatten de agenda van de vergadering, vergezeld van de nodige documenten.

Art. 5. Afgezien van de vergaderingen die de voorzitter zelf heeft vastgesteld overeenkomstig art. 3 van het huishoudelijk reglement (hierna : dit reglement), roept hij ook de Commissie bijeen wanneer tenminste drie leden er om verzoeken. Dit verzoek wordt gedaan, hetzij met een tot de voorzitter gericht schrijven, hetzij op een vergadering van de Commissie. Het verzoek preciseert het voorwerp van de bijeen te roepen vergadering.

De vergadering van de Commissie wordt gehouden binnen de vijftien dagen na de indiening van het verzoek, tenzij de aanvragers instemmen met een latere datum.

Art. 6. § 1. De voorzitter stelt de agenda vast.

De agenda wordt opgedeeld in punten «A» en «B». De aangelegenheden gerangschikt onder «B» worden ter zitting aangenomen zonder bijkomende bespreking, tenzij een lid de bespreking ervan heeft aangevraagd aan de voorzitter ten laatste om 10 uur de tweede werkdag voorafgaand aan deze van de desbetreffende zitting. De

auquel cas le président ou l'administrateur avertit les autres membres le jour même, par courriel. Les autres points, à savoir ceux classés dès le départ dans la catégorie «A» et ceux repris dans celle-ci à la requête d'un membre, seront toujours soumis pour discussion à la Commission.

§ 2. Toute question ne figurant pas à l'ordre du jour ne peut être examinée qu'avec l'accord d'au moins la moitié des membres présents.

§ 3. Le membre qui souhaite voir figurer un point à l'ordre du jour doit en faire la demande au président. Celui-ci inscrira le point en question à l'ordre du jour de la prochaine séance.

Art. 7. En exécution de l'article 25, deuxième alinéa de la LVP, tant les membres effectifs que leurs suppléants peuvent participer aux séances et être désignés comme rapporteur. Les membres effectifs et les membres suppléants siégeant en lieu et place d'un membre effectif empêché sont les seuls à entrer en ligne de compte pour la vérification du quorum, de même qu'ils sont les seuls à avoir voix délibérative.

Art. 8. Les séances de la Commission donnent lieu à l'établissement d'un procès-verbal en guise de synthèse, qui est signé par le président et l'administrateur placé à la tête du secrétariat. Ce dernier est responsable de la conservation des pièces et de la délivrance des copies conformes des actes et procès-verbaux des séances de la Commission.

Les projets de procès-verbaux sont communiqués aux membres de la Commission. Ils sont soumis à l'approbation de la Commission lors de la séance suivante.

Art. 9. Le président désigne un ou plusieurs rapporteurs pour chaque avis, chaque recommandation et chaque plainte traitée par la Commission ou pour chaque requête ou question pour lesquelles il juge utile de le faire. Il peut également intervenir lui-même en tant que rapporteur.

Le président veille à ce que le rapporteur bénéficie de l'assistance d'un agent du secrétariat. Le rapporteur peut donner des directives de travail à l'agent en question.

Art. 10. Le président ou le rapporteur peut demander toutes les informations qu'il juge utiles à la partie requérante, au plaignant, à toute autorité et à tout responsable de traitement, ainsi qu'à des tiers. Il peut les inviter à participer à une audition, ensemble ou séparément. Cette audition fera l'objet d'un procès-verbal distinct qui, après approbation par la Commission, sera transmis aux parties entendues qui peuvent faire ajouter en annexe de ce procès-verbal une déclaration ou un commentaire.

Moyennant l'autorisation de la Commission, le président ou le rapporteur peut décider de se rendre sur place. Il rend compte de ses actes à la Commission.

Art. 11. Le rapporteur rédige un projet de décision. Lors de l'examen du dossier et de la préparation de la décision, il faudra être attentif au cadre factuel et légal, en particulier au respect des principes applicables dans le cadre d'un traitement de données à caractère personnel et à l'impact de celui-ci sur la vie privée des personnes concernées. Si nécessaire, ces éléments seront repris dans le projet de décision.

Art. 12. La Commission se réunit et délibère collégalement.

La Commission se réunit à huis clos, sauf si elle décide expressément de rendre la séance publique.

La discussion d'un dossier «A» est systématiquement introduite par le rapporteur, chaque membre ayant ensuite la possibilité de poser des questions et d'exprimer son point de vue, en particulier quant au projet de décision. Le président recherche la position commune susceptible d'être adoptée.

Au besoin, il est procédé au vote, dans le respect des dispositions de l'article 28, deuxième alinéa de la LVP et de l'article 7 du présent règlement. Le président soumet les différentes questions ainsi que les éventuelles alternatives à la Commission, de manière à ce que chaque question ou position puisse faire l'objet d'une décision distincte. Les questions posées et les résultats du vote sont expressément mentionnés dans le procès-verbal de la séance. La décision complète obtenue à l'issue de ces votes distincts est elle-même soumise à un vote global.

Il faut obligatoirement procéder à un vote lorsqu'un membre effectif ou, en l'absence de celui-ci, son suppléant en fait explicitement la demande. Le vote se déroule à main levée.

Art. 13. § 1^{er}. Si le bon fonctionnement de la Commission le requiert ou si cela s'avère nécessaire en vue de respecter les délais légaux, la Commission peut décider, après discussion en séance, d'avoir recours à

le président ou de l'administrateur verbalement ou par écrit, à l'adresse de l'administrateur, de la Commission ou de la Commission de la sorte qu'il est convenu. De la sorte qu'il est convenu, de la sorte qu'il est convenu, de la sorte qu'il est convenu.

§ 2. Een aangelegenheid die niet op de agenda is vermeld, kan alleen in behandeling worden genomen mits tenminste de helft van de aanwezige leden daarmee instemt.

§ 3. Het lid dat de inschrijving van een punt op de agenda wenst, dient hiervoor een aanvraag in bij de voorzitter. Deze zal het punt inschrijven op de agenda van de volgende vergadering.

Art. 7. In uitvoering van art. 25, tweede lid WVP kunnen zowel de vaste leden als hun plaatsvervangers aan de vergaderingen deelnemen en tot verslaggever worden aangewezen. Alleen de vaste leden en de plaatsvervangende leden die een verhinderd vast lid vervangen, worden in aanmerking genomen voor de berekening van het aanwezigheidsquorum en zijn stemgerechtigd.

Art. 8. Over de vergaderingen van de Commissie wordt een proces-verbaal, bij wijze van synthese opgesteld. Dit verslag wordt ondertekend door de voorzitter en de administrateur, hoofd van het secretariaat. De administrateur is belast met de bewaring van de stukken en levert de voor eensluidend verklaarde afschriften af van de akten en verslagen van de vergaderingen van de Commissie.

De ontwerpen van proces-verbaal worden aan de leden van de Commissie medegedeeld. Zij worden op de eerstvolgende vergadering ter goedkeuring voorgelegd aan de Commissie.

Art. 9. Voor elk advies, elke aanbeveling, elke door de Commissie behandelde klacht of voor elk verzoek of aangelegenheid waarvoor de voorzitter het nuttig oordeelt, zoekt hij één of meerdere verslaggevers aan. Hij kan ook zelf optreden als verslaggever.

De voorzitter zorgt voor de ondersteuning van de verslaggever door een ambtenaar van het secretariaat. De verslaggever kan de ambtenaar aansturen bij de werkzaamheden.

Art. 10. De voorzitter of de verslaggever kan aan de verzoekende partij, aan de klager, aan elke overheid, aan elke verantwoordelijke van een verwerking, of aan een derde, alle inlichtingen vragen die hij nodig oordeelt. Hij kan ze, gezamenlijk of afzonderlijk, uitnodigen voor een verhoor. Van dit verhoor wordt een afzonderlijk proces-verbaal opgesteld dat na goedkeuring door de Commissie aan de gehoorde partijen wordt bezorgd die een verklaring of commentaar in bijlage kunnen laten voegen bij het proces-verbaal.

De voorzitter of verslaggever kan, mits toelating van de Commissie, beslissen ter plaatse te gaan. De voorzitter of de verslaggever brengt bij de Commissie verslag uit over zijn handelingen.

Art. 11. De verslaggever stelt een ontwerp van beslissing op. Bij het onderzoek van het dossier en bij de voorbereiding van de besluitvorming zal aandacht worden geschonken aan het feitelijk en wettelijk kader, de toetsing aan de principes voor een verwerking van persoonsgegevens in het bijzonder en de impact op de persoonlijke levenssfeer van de betrokkenen. Zo nodig zullen deze elementen in het voorstel van beslissing worden opgenomen.

Art. 12. De Commissie vergadert en beraadslagt als college.

De Commissie vergadert met gesloten deuren, tenzij zij uitdrukkelijk beslist de zitting openbaar te laten verlopen.

Elke bespreking van een dossier «A» wordt ingeleid door de verslaggever waarna elk lid vragen kan stellen en zijn standpunt, inzonderheid over het voorstel tot beslissing, kan uiten. De voorzitter gaat na welk gemeenschappelijk standpunt kan ingenomen worden.

Zo nodig wordt overgegaan tot stemming met naleving van artikel 28, tweede lid WVP en art. 7 van dit reglement. De voorzitter legt de verschillende vragen en eventuele alternatieven voor aan de Commissie, zodat over elk vraagpunt of standpunt afzonderlijk kan worden beslist. Het proces-verbaal van de vergadering vermeldt uitdrukkelijk de gestelde vragen en het resultaat van de stemming. Over het geheel van de door de stemming bereikte beslissing wordt globaal gestemd.

De stemming is verplicht wanneer een vast lid of bij diens afwezigheid zijn plaatsvervanger dit uitdrukkelijk vraagt. De stemming gebeurt bij handopsteking.

Art. 13. § 1. Wanneer het noodzakelijk is voor de goede werking van de Commissie of voor de naleving van de wettelijke termijnen, kan de Commissie, na bespreking ter zitting, ertoe besluiten de behandeling

une procédure écrite pour poursuivre le traitement de la délibération relative à un projet d'avis, de recommandation ou de tout autre projet de décision.

Le président fait parvenir aux membres le projet adapté conformément aux décisions prises en séance par la Commission. Il fixe le délai et les modalités de leur éventuelle réaction. Cette procédure a pour but d'offrir aux membres la possibilité de se prononcer quant à la conformité de l'adaptation apportée à la décision prise en séance. Tous les membres, tant effectifs que suppléants, peuvent donner leurs avis dans le cadre de cette procédure.

En cas de procédure écrite consécutive à une audition en application de l'article 33 du présent règlement, seuls les membres présents lors de la séance, aussi bien effectifs que suppléants, qui ont donc participé au processus décisionnel, disposent de la possibilité de réagir dans le cadre de la procédure écrite. Les membres absents, tant effectifs que suppléants, s'abstiennent de toute réaction lors de la procédure écrite mais reçoivent toutefois les mêmes informations que tous les membres présents de manière à pouvoir suivre le déroulement de la procédure écrite afin de garantir la transparence requise concernant les décisions prises.

Sur la base des réactions qui lui sont adressées, le président adaptera le projet ou décidera de l'inscrire à l'ordre du jour d'une prochaine séance utile en cas de points de vue incompatibles ou pour toute autre raison fondée. Si le projet peut être entièrement finalisé sans nouvel examen en séance, la date retenue sera celle de la dernière séance au cours de laquelle il a été traité.

§ 2. Dans les cas où le bon fonctionnement de la Commission l'exige et/ou dans ceux où il y a urgence, le président peut décider qu'un projet de décision sera exclusivement traité via une procédure écrite et donc en dehors de toute séance.

Le président envoie le document en question aux membres et fixe le délai ainsi que les modalités de leur éventuelle réaction. Ce délai ne peut pas être inférieur à 48 heures. Tant les membres effectifs que les membres suppléants peuvent donner leur avis dans le cadre de cette procédure.

Sur la base des réactions qui lui sont adressées, le président adaptera le projet ou décidera de l'inscrire à l'ordre du jour d'une prochaine séance utile en cas de points de vue incompatibles ou pour toute autre raison fondée.

Si le président constate, sur la base des réactions reçues, qu'il y a des points de vue incompatibles mais que le délai de traitement pour des cas urgents ne permet pas d'inscrire le projet à une prochaine séance utile, il prend alors contact avec les membres ayant exprimé ces points de vue afin d'élaborer une solution dans le délai prescrit.

Selon le cas, la date attribuée à la décision approuvée par la Commission sera celle de la séance au cours de laquelle elle a été discutée pour la dernière fois ou, en l'absence d'examen en séance, la date ultime à laquelle les membres devaient réagir, telle que fixée par le président.

Art. 14. § 1^{er}. Outre la notification imposée par ou en vertu de la loi, la Commission peut également donner une autre forme de publicité à ses avis, recommandations et décisions.

La publicité supplémentaire visée au précédent alinéa fait l'objet d'une décision distincte.

Par dérogation aux dispositions du deuxième alinéa, les avis et recommandations dont il est respectivement question aux articles 29 et 30, § 1^{er}, de la LVP sont publiés sur le site Web de la Commission. Toutefois, la Commission peut exceptionnellement décider, de manière motivée, de ne pas publier l'avis ou la recommandation sur son site Web.

L'instance sollicitant un avis visé à l'article 29 de la LVP peut introduire une demande motivée visant à ce que l'avis en question ne soit pas publié. La Commission doit accéder à cette demande, sauf si elle estime que cela n'est pas conforme aux principes de l'Etat de droit démocratique et aux droits de l'Homme. Elle motive son refus et le publie en annexe de l'avis.

§ 2. La Commission développe et met à jour un site Web sur lequel elle publie toutes ses décisions, sauf dans les cas exceptionnels évoqués plus haut, conformément aux dispositions du précédent paragraphe.

Le registre public et le système de déclaration visés dans la LVP sont accessibles via ce site Web.

Celui-ci comprend un espace destiné aux différents comités sectoriels.

van de beraadslaging over een ontwerp van advies, aanbeveling, of enig ander ontwerp van beslissing verder te zetten volgens een schriftelijke procedure.

De voorzitter verstuurt het ontwerp aangepast volgens de beslissingen van de Commissie ter zitting, aan de leden en bepaalt de termijn en de modaliteiten voor hun eventuele reactie. Deze procedure strekt ertoe de leden de mogelijkheid te geven om zich uit te spreken over de conformiteit van de aanpassing aan de ter zitting genomen beslissing. Alle leden, zowel de vaste, als plaatsvervangende, kunnen in het kader van deze procedure hun mening geven.

In geval van een schriftelijke procedure volgend op een hoorzitting in toepassing van art. 33 van dit règlement, beschikken enkel de tijdens de zitting aanwezige leden, zowel vast als plaatsvervangend die aldus hebben deelgenomen aan de totstandkoming van de genomen beslissing over de mogelijkheid om te reageren in het kader van de schriftelijke procedure. De niet-aanwezige leden, zowel vast als plaatsvervangend, onthouden zich tijdens de schriftelijke procedure van enige reactie, maar krijgen wel dezelfde informatie als alle aanwezige leden zodanig dat zij het verloop van de schriftelijke procedure kunnen volgen teneinde de vereiste transparantie met betrekking tot de genomen beslissingen te verzekeren.

Op basis van de aan de voorzitter gerichte reacties zal hij het ontwerp aanpassen, dan wel in geval van onverenigbare standpunten of omwille van enige andere gegronde redenen beslissen tot bijkomende agendering op een volgende nuttige zitting. Indien het ontwerp overkort kan worden afgewerkt zonder bijkomende zitting, krijgt het de dagtekening van de laatste zitting waarop het werd behandeld.

§ 2 Wanneer het noodzakelijk is voor de goede werking van de Commissie en/of in dringende gevallen, kan de voorzitter beslissen een ontwerp van besluitvorming uitsluitend via een schriftelijke procedure en dus buiten enige zitting om te laten behandelen.

De voorzitter verstuurt het desbetreffende document aan de leden en bepaalt de termijn en de modaliteiten voor hun eventuele reactie. Deze termijn kan niet korter zijn dan 48 uur. Alle leden, zowel de vaste, als plaatsvervangende, kunnen in het kader van deze procedure hun mening geven.

Op basis van de aan de voorzitter gerichte reacties zal de voorzitter het ontwerp aanpassen, dan wel in geval van onverenigbare standpunten of omwille van enige andere gegronde redenen beslissen tot een agendering op een volgende nuttige zitting.

Indien de voorzitter op basis van de ontvangen reacties vaststelt dat er onverenigbare visies zijn, maar de behandelingstermijn voor dringende gevallen het niet toelaat om het ontwerp op een volgende nuttige zitting te agenderen, dan neemt hij contact op met de leden die deze hebben geuit teneinde binnen de vooropgestelde termijn een oplossing uit te werken.

De goedgekeurde beslissing van de Commissie krijgt naargelang het geval de dagtekening van de zitting waarop ze het laatst werd besproken en, indien het niet ter zitting is behandeld, van de uiterlijke datum waartegen de leden dienden te reageren zoals vastgelegd door de voorzitter.

Art. 14. § 1. De Commissie kan haar adviezen, aanbevelingen en beslissingen, naast de door of krachtens de wet opgelegde kennisgeving ervan, ook op een andere wijze openbaar maken.

De bijkomende openbaarmaking bedoeld in het vorige lid vormt het voorwerp van een afzonderlijke beslissing.

In afwijking van het bepaalde in het tweede lid, worden de adviezen en de aanbevelingen bedoeld in respectievelijk de artikelen 29 en 30, § 1 van de WVP bekendgemaakt op de website van de Commissie. Uitzonderlijk kan de Commissie echter beslissen op met redenen omklede wijze het advies of de aanbeveling niet op de website te plaatsen.

De aanvrager van een advies bedoeld in artikel 29 van de WVP kan vragen, bij gemotiveerd verzoek, dat het advies niet wordt bekendgemaakt. De Commissie dient daarop in te gaan, tenzij de Commissie van oordeel is dat dit niet strookt met de beginselen van de democratische rechtstaat en de rechten van de mens. De Commissie motiveert deze weigering en maakt deze bekend in bijlage van het advies.

§ 2. De Commissie bouwt en onderhoudt een website waarop ze in overeenstemming met de vorige paragraaf en behoudens de voormelde uitzonderingen, al haar beslissingen bekendmaakt.

Het openbaar register en het systeem van de aangiften als bedoeld in de WVP worden via deze website beschikbaar gesteld.

Op de website is ruimte voorzien voor de verscheidene sectorale comités.

Art. 15. § 1^{er}. Sans préjudice des tâches spécifiques qui lui sont confiées par le présent règlement, le président est responsable de l'exécution générale des décisions de la Commission.

§ 2. Le président a la faculté, pour des motifs d'ordre organisationnel et en vue d'assurer le bon fonctionnement du service, de confier certaines tâches exécutives et préparatoires à un agent du secrétariat.

CHAPITRE II. — Dispositions particulières

Section I^{re}. — Avis émis en application de l'article 29 de la LVP

Art. 16. Le président ou le rapporteur qu'il a désigné conformément à l'article 9 du présent règlement s'assure aussi rapidement que possible que toutes les informations nécessaires en vue du traitement des demandes d'avis visées à l'article 29 de la LVP ont été communiquées à la Commission.

Le cas échéant, le président ou le rapporteur s'adresse à l'autorité concernée afin d'obtenir communication des données qu'il aura lui-même précisées. L'attention de l'autorité concernée est attirée sur le fait que le délai fixé à l'article 29, § 2 ou § 3, de la LVP ne prend cours qu'à compter du moment où ces données sont reçues par la Commission et où le dossier peut être déclaré en état.

Art. 17. Le caractère favorable ou défavorable de l'avis émis par la Commission doit être explicitement mentionné dans la conclusion, cette mention étant le cas échéant précédée par celle des conditions auxquelles est soumis le caractère favorable. La Commission peut éventuellement décider d'émettre un avis partiellement favorable ou partiellement défavorable. Dans la mesure où la Commission estime qu'aucun avis favorable ou défavorable ne peut être émis, elle motive cette position.

Le critère qui détermine si l'évaluation finale est favorable ou défavorable est la réponse à la question de savoir si la Commission considère que le projet de texte qui lui est soumis pour avis est ou non une initiative positive visant à promouvoir la protection des données.

Section II. — Recommandations telles que visées à l'article 30, § 1^{er}, de la LVP

Art. 18. Des règles identiques à celles prévues à l'article 16 du présent règlement seront appliquées en vue du traitement des demandes concernant des recommandations telles que visées à l'article 30, § 1^{er}, de la LVP.

Section III. — Déclarations et registre public tels que visés aux articles 17 à 20 de la LVP

Art. 19. En exécution de l'article 26, § 1^{er}, premier alinéa de la LVP, le président est chargé de l'organisation du système de déclaration et de la tenue du registre public visés aux articles 17 à 20 de la LVP.

Il peut à tout moment saisir formellement la Commission d'une question déterminée. Il en informe la personne concernée.

Section IV. — Recommandations relatives à des traitements telles que visées à l'article 30, § 2, de la LVP

Art. 20. Sans préjudice des dispositions de l'arrêté royal du 13 février 2001 portant exécution de la LVP (ci-après "l'AR"), la Commission peut adresser des recommandations à un responsable de traitement déterminé.

Art. 21. Avant d'adresser une recommandation à un responsable de traitement déterminé, la Commission lui donne l'occasion de faire connaître son point de vue par écrit, dans un délai fixé par la Commission elle-même, le président ou le rapporteur.

Section V. — Accès indirect tel que visé à l'article 13 de la LVP

Art. 22. La demande d'exercice du droit d'accès visé à l'article 13 de la LVP doit être signée et datée par le requérant; elle doit par ailleurs contenir les informations énumérées à l'article 37 de l'AR. Si la demande est envoyée par courriel, elle doit être revêtue d'une signature électronique. Dans le cas contraire, elle ne pourra être traitée qu'après réception d'une confirmation écrite et signée sur support papier.

Art. 23. En exécution de l'article 26, § 1^{er}, premier alinéa, de la LVP, et des articles 37 à 46 de l'AR, le président examine toutes les demandes d'accès indirect.

Art. 15. § 1. Onverminderd de bijzondere taken die in dit reglement aan de voorzitter worden opgedragen, is hij belast met de algemene uitvoering van de beslissingen van de Commissie.

§ 2. Om redenen van organisatorische aard en met het oog op de goede werking van de dienst kan de voorzitter bepaalde uitvoerende en voorbereidende taken opdragen aan een ambtenaar van het secretariaat.

HOOFDSTUK II. — Bijzondere bepalingen

Afdeling I. — Adviezen in toepassing van artikel 29 WVP

Art. 16. Voor de behandeling van de aanvragen om advies bedoeld in artikel 29 van de WVP, gaat de voorzitter of de door hem overeenkomstig art. 9 van dit reglement aangeduide verslaggever zo snel mogelijk na of alle voor het advies noodzakelijke gegevens aan de Commissie zijn medegedeeld.

In voorkomend geval richt de voorzitter of de verslaggever zich tot de betrokken overheid met de vraag tot mededeling van de door hem te preciseren gegevens. De betrokken overheid wordt erop gewezen dat de termijn bepaald in artikel 29, § 2 of § 3, van de WVP slechts begint te lopen vanaf het ogenblik dat die gegevens door de Commissie worden ontvangen en het dossier in staat kan worden verklaard.

Art. 17. Het advies uitgebracht door de Commissie vermeldt of het gunstig of ongunstig is, desgevallend onder de vermelding van de voorwaarden waarvan het gunstig karakter afhankelijk is. De Commissie kan eventueel beslissen om een deels gunstig en deels ongunstig advies te verlenen. In zoverre de Commissie van oordeel is dat geen gunstig of ongunstig advies kan worden verleend, wordt dit gemotiveerd.

Het criterium dat bepalend is voor de eindbeoordeling als zijnde gunstig, dan wel ongunstig is de beantwoording van de vraag of de Commissie de ontwerptekst waaromtrent haar advies wordt gevraagd al dan niet beschouwt als een positief initiatief tot bevordering van de gegevensbescherming.

Afdeling II. — Aanbevelingen als bedoeld in artikel 30, § 1 WVP

Art. 18. Voor de behandeling van de aanvragen om aanbevelingen als bedoeld in artikel 30, § 1 van de WVP wordt gehandeld op dezelfde wijze als bepaald in artikel 16 van dit reglement.

Afdeling III. — De aangiften en het openbaar register als bedoeld in de artikelen 17 tot 20 WVP

Art. 19. In uitvoering van artikel 26, § 1, eerste lid WVP is de voorzitter gelast met de organisatie van het systeem van de aangiften en het houden van het openbaar register, als bedoeld in de artikelen 17 tot 20 WVP.

De voorzitter kan te allen tijde beslissen een bepaalde aangelegenheid formeel ter zitting te brengen. Hij brengt daarvan de betrokkene op de hoogte.

Afdeling IV. — Aanbevelingen over verwerkingen als bedoeld in artikel 30, § 2 WVP

Art. 20. Onverminderd het bepaalde in het Koninklijk besluit van 13 februari 2001 ter uitvoering van de WVP (hierna : het KB), kan de Commissie aanbevelingen richten tot een bepaalde verantwoordelijke voor de verwerking.

Art. 21. Alvorens een aanbeveling te richten tot een bepaalde verantwoordelijke voor de verwerking, geeft de Commissie deze de gelegenheid om, binnen een door haar, de voorzitter of de verslaggever bepaalde termijn, schriftelijk zijn standpunt te doen kennen.

Afdeling V. — Onrechtstreekse toegang als bedoeld in artikel 13 WVP

Art. 22. Het verzoek tot uitoefening van het recht van toegang, zoals bedoeld in artikel 13 van de WVP, dient door de verzoeker ondertekend en gedateerd te worden, alsook de informatie te bevatten opgesomd in artikel 37 van het KB. Wanneer het verzoek bij elektronisch bericht wordt verstuurd, dient het een elektronische handtekening te bevatten. Indien dit niet het geval is, dan zal het verzoek slechts kunnen worden behandeld na een schriftelijke en ondertekende bevestiging op papieren drager.

Art. 23. In uitvoering van artikel 26, § 1, eerste lid van de WVP en de artikelen 37 tot 46 van het KB, behandelt de voorzitter alle verzoeken voor de uitoefening van een onrechtstreekse toegang.

Toutefois, le président peut à tout moment interrompre le traitement à son niveau et saisir formellement la Commission du dossier. Il en informe la personne concernée.

Lorsqu'un contrôle s'accompagne d'un examen sur place, on agit en appliquant l'article 40 du présent règlement, sans préjudice des dispositions de l'article 43 de l'AR.

Section VI. — Informations et renseignements

Art. 24. En exécution de l'article 26, § 1^{er}, premier alinéa, de la LVP, le président répond à toutes les demandes de renseignements ou de point de vue adressées à la Commission.

La réponse est donnée sur la base des renseignements dont le secrétariat dispose pour le traitement de la demande, sans préjudice de la faculté qu'a la Commission de statuer collégialement à ce sujet. Le demandeur en est informé dans la réponse.

Toutefois, le président peut à tout moment interrompre le traitement à son niveau et saisir formellement la Commission du dossier. Il en avertit le demandeur.

Si la réponse est donnée après que la Commission en ait délibéré en séance, il en sera fait explicitement mention.

Section VII. — Plaintes telles que visées à l'article 31 de la LVP

Art. 25. § 1^{er}. Les personnes qui notifient une violation supposée de la LVP peuvent introduire une plainte auprès de la Commission.

La plainte doit être signée par le plaignant et datée. Si elle est envoyée par courriel, elle doit être revêtue d'une signature électronique. Dans le cas contraire, elle ne pourra être traitée qu'après réception d'une confirmation écrite et signée sur support papier.

La plainte contient un exposé des faits. Elle doit inclure les indications nécessaires permettant d'identifier le traitement sur lequel elle porte.

§ 2. Tout courrier adressé à la Commission qui ne répondrait pas aux exigences énoncées dans le précédent paragraphe sera assimilé à une simple demande d'informations. La personne concernée en sera avertie.

Le président peut inviter celle-ci à préciser sa demande.

§ 3. Si le courrier répond aux exigences énoncées plus haut mais que sa lecture ne permet pas de conclure avec certitude qu'il s'agit à proprement parler d'une plainte ou d'une simple demande adressée à la Commission en vue d'une intervention de remédiation, on examinera s'il est possible de donner une réponse satisfaisante et efficace au problème posé sans devoir suivre la procédure prévue pour le traitement des plaintes.

Le président peut inviter la personne concernée à préciser sa demande et, si elle le souhaite, à la reformuler sous forme de plainte. Il lui est également loisible de demander des éclaircissements au responsable du traitement auquel le courrier se rapporte.

Art. 26. En principe, l'identité du plaignant n'est pas divulguée.

Elle l'est toutefois si l'examen de la plainte le requiert. Le consentement explicite du plaignant à la divulgation de son identité est toujours requis dans les cas où cette divulgation à la partie adverse risque d'entraîner des conséquences négatives pour le plaignant.

Si la divulgation de l'identité du plaignant est nécessaire pour pouvoir examiner la plainte mais que le plaignant ne donne pas son consentement à cet effet, la plainte est classée sans suite.

Art. 27. Lors du traitement d'une plainte, l'attitude de la Commission et de son président doit en toutes circonstances être inspirée par le souci de parvenir à une conciliation entre le responsable du traitement et le plaignant.

Art. 28. En exécution de l'article 26, § 1^{er}, premier alinéa, de la LVP, le président peut vérifier, à l'occasion de la réception d'une plainte, si l'affaire peut être résolue par son entremise et seulement lors d'une phase ultérieure, en fonction de la réussite de la conciliation la fait figurer à l'ordre du jour d'une séance.

Avant d'aborder l'examen de fond, le président vérifie la recevabilité des plaintes adressées à la Commission.

La décision quant à la recevabilité est portée à la connaissance du plaignant.

De voorzitter kan echter te allen tijde de behandeling op zijn niveau afbreken en het dossier formeel ter zitting brengen. Hij brengt daarvan de betrokkene op de hoogte.

Wanneer een controle gepaard gaat met een onderzoek ter plaatse wordt, onverminderd het bepaalde in artikel 43 van het KB, gehandeld met toepassing van artikel 40 van dit reglement.

Afdeling VI. — Informatie en inlichtingen

Art. 24. In uitvoering van artikel 26, § 1, eerste lid van de WVP, beantwoordt de voorzitter alle vragen om inlichtingen of om een standpunt, gericht aan de Commissie.

Het antwoord wordt gegeven op basis van de inlichtingen en de gegevens waarover het secretariaat voor de behandeling van het verzoek beschikt en dit onverminderd de bevoegdheid van de Commissie om daarover als collegiaal orgaan een uitspraak te doen. De verzoeker wordt daarvan in het antwoord in kennis gesteld.

De voorzitter kan echter te allen tijde de behandeling op zijn niveau afbreken en het dossier formeel ter zitting brengen. Hij brengt daarvan de verzoeker op de hoogte.

Wanneer het antwoord wordt gegeven na een beraadslaging van de Commissie ter zitting, wordt dit uitdrukkelijk vermeld.

Afdeling VII. — Klachten als bedoeld in artikel 31 WVP

Art. 25. § 1. De personen die melding maken van een vermoedelijke inbreuk op de WVP, kunnen bij de Commissie klacht indienen.

De klacht dient door de klager ondertekend en gedateerd te worden. Wanneer de klacht bij elektronisch bericht wordt verstuurd dient zij een elektronische handtekening te bevatten. Is dit niet geval dan zal de klacht slechts kunnen worden behandeld na een schriftelijke en ondertekende bevestiging op papieren drager.

De klacht bevat een uiteenzetting van de feiten. Zij moet de nodige aanwijzingen bevatten die toelaten de verwerking, voorwerp van de klacht, te identificeren.

Wanneer een persoon een schrijven richt tot de Commissie dat niet aan de vereisten voldoet als gesteld in de voorgaande paragraaf, wordt zijn schrijven enkel beschouwd als een verzoek om inlichtingen. De betrokkene wordt hiervan op de hoogte gebracht.

De voorzitter kan aan de betrokken persoon vragen zijn verzoek te preciseren.

Wanneer het schrijven voldoet aan de voormelde vereisten, doch eruit niet duidelijk kan worden opgemaakt of het om een eigenlijke klacht gaat, dan wel om een louter verzoek aan de Commissie tot remediërend optreden, wordt onderzocht in welke mate aan het gestelde probleem geen bevredigend en afdoend gevolg kan worden gegeven zonder dat een formele behandeling in overeenstemming met de klachtprocedure dient te worden aangevat.

De voorzitter kan aan de betrokken persoon vragen zijn verzoek te preciseren en desgewenst als klacht te herformuleren. Hij kan eveneens inlichtingen vragen aan de verantwoordelijke voor de verwerking waarop het schrijven betrekking heeft.

Art. 26. De identiteit van de klager wordt in beginsel niet bekendgemaakt.

De identiteit wordt echter bekendgemaakt indien de bekendmaking vereist is voor het onderzoek van de klacht. De uitdrukkelijke toestemming van de klager om zijn identiteit bekend te maken, is steeds vereist in die gevallen waarin het risico bestaat dat de bekendmaking van zijn identiteit aan de tegenpartij leidt tot nadelige gevolgen voor de klager.

Indien de bekendmaking van de identiteit van de klager vereist is voor het onderzoek van de klacht, doch de klager met de bekendmaking niet instemt, wordt de klacht zonder gevolg gerangschikt.

Art. 27. Bij de behandeling van een klacht stellen zowel de Commissie, als haar voorzitter zich te allen tijde op vanuit een zorg om een minnelijke schikking tot stand te brengen tussen de verantwoordelijke voor de verwerking en de klager.

Art. 28. In uitvoering van artikel 26, § 1, eerste lid van de WVP, kan de voorzitter bij gelegenheid van een klacht, nagaan in welke mate de zaak door zijn bemiddeling tot een oplossing kan komen en pas in een latere fase, afhankelijk van het al dan niet bereiken van een minnelijke schikking ter zitting kan worden gebracht.

Alvorens de behandeling ten gronde aan te vangen, onderzoekt de voorzitter de ontvankelijkheid van de aan de Commissie gerichte klachten.

De beslissing over de ontvankelijkheid wordt aan de klager ter kennis gebracht.

Art. 29. § 1^{er}. Le président peut demander au plaignant tous les renseignements qu'il juge utiles.

Il peut se mettre en rapport avec le responsable du traitement faisant l'objet de la plainte, porter celle-ci à sa connaissance et lui réclamer tous les renseignements et explications dont il estime avoir besoin pour se forger un avis en vue d'une médiation. Il peut également demander des renseignements à des tiers.

Dès le début du traitement de la plainte, le plaignant est informé du fait que celle-ci est traitée sur la base des renseignements et des données dont dispose le secrétariat, et ce sans préjudice de la compétence de la Commission de se prononcer à cet égard en tant qu'organe collégial.

Le responsable du traitement a le droit de préciser sa réponse en y incluant toutes les informations et explications qu'il juge indispensables.

Le président peut communiquer cette réponse au plaignant, afin que ce dernier ait la possibilité d'y réagir. Le cas échéant, il peut y ajouter un commentaire destiné à parvenir à une solution.

§ 2. Si le président parvient à une conciliation, il en fait rapport et une intervention ultérieure de la Commission est superflue.

Art. 30. § 1^{er}. S'il s'avère impossible de parvenir à une solution à l'issue de la procédure menée sous la houlette du président, celui-ci établit un rapport sur l'affaire.

§ 2. Si le président estime qu'il n'y a pas lieu de poursuivre la médiation, il rédige à l'intention des parties un projet d'avis motivé sur le bien-fondé de la plainte. Il peut assortir son projet de recommandations motivées à l'intention du responsable du traitement.

Le président soumet le rapport ainsi que le projet d'avis et les éventuelles recommandations à la Commission. Celle-ci prend connaissance du dossier lors de la prochaine séance utile et se prononce le cas échéant quant aux suites à lui donner.

Le président communique la décision finale de la Commission aux parties.

§ 3. Si le président estime qu'il y a lieu de poursuivre la médiation, il peut décider de soumettre le dossier ainsi que le rapport mentionné au § 1^{er} à la Commission pour examen complémentaire. Il en informe les parties.

Art. 31. Si la médiation sous la houlette du président a été interrompue et qu'il y a lieu de poursuivre la médiation conformément à l'article 30, § 3 du présent règlement ou si une plainte est directement soumise à la Commission, sans tentative préalable de médiation par le président, la Commission examine la recevabilité des plaintes qui lui sont adressées, avant d'aborder l'examen de fond.

La décision portant sur la recevabilité est portée à la connaissance du plaignant.

Art. 32. La Commission peut désigner un ou plusieurs de ses membres pour jouer le rôle de rapporteur et poser des actes d'instruction dans le cadre de l'examen d'une plainte.

Excepté dans les cas où une procédure de médiation a déjà été menée au niveau de la présidence, la Commission porte la plainte à la connaissance du responsable du traitement concerné, après l'avoir déclarée recevable, conformément à l'article 31 du présent règlement. Dans l'intérêt de l'enquête, elle peut reporter cette notification au moment qu'elle juge opportun.

La Commission ou le rapporteur peut demander tous les renseignements qu'elle (il) juge utiles au plaignant, au responsable du traitement et à des tiers. La Commission peut imposer un délai pour la communication d'une réponse écrite et ordonner des mesures d'instruction complémentaires à chaque phase de la procédure.

Le responsable du traitement a le droit de préciser sa réponse en y incluant toutes les informations et explications qu'il juge indispensables.

La réponse est communiquée au plaignant. Celui-ci a le droit d'y répliquer par écrit, dans un délai fixé par la Commission ou le rapporteur.

Si un examen sur place s'avère nécessaire, il sera procédé conformément aux dispositions de l'article 40 du présent règlement.

Art. 29. § 1. De voorzitter kan aan de klager alle inlichtingen vragen die hij nuttig oordeelt.

Hij kan zich in verbinding stellen met de verantwoordelijke voor de verwerking waarop de klacht betrekking heeft, hem op de hoogte brengen van de klacht en hem alle inlichtingen en uitleg vragen die hij nodig acht om zijn standpunt met het oog op bemiddeling te kunnen bepalen. Hij kan ook aan derden inlichtingen vragen.

De klager wordt van bij de aanvang van behandeling van zijn klacht ervan in kennis gesteld dat deze wordt behandeld op basis van de inlichtingen en de gegevens waarover het secretariaat beschikt en dit onverminderd de bevoegdheid van de Commissie om daarover als collegiaal orgaan een uitspraak te doen.

De verantwoordelijke voor de verwerking heeft het recht zijn antwoord te verduidelijken met alle bijkomende informatie en toelichting die hij nodig acht.

De voorzitter kan dit antwoord mededelen aan de klager om hem de mogelijkheid te bieden te reageren. Hij kan daarbij eventueel toelichting verstrekken om te komen tot een oplossing.

§ 2. Indien de voorzitter erin slaagt een minnelijke schikking te bewerkstelligen, dan maakt hij een verslag op over de zaak en is verdere tussenkomst van de Commissie overbodig.

Art. 30. § 1. Wanneer na verloop van de procedure op het niveau van de voorzitter geen oplossing mogelijk is gebleken, maakt de voorzitter een verslag op over de zaak.

§ 2. Indien de voorzitter meent dat er geen reden is tot voortzetting van de bemiddeling stelt hij ter attentie van de partijen een met redenen omkleed ontwerp van advies op over de gegrondheid van de klacht. Hij kan zijn ontwerp doen vergezeld gaan van met redenen omklede aanbevelingen aan de verantwoordelijke voor de verwerking.

De voorzitter legt het verslag met het voorstel van advies en de eventuele aanbevelingen voor aan de Commissie. De Commissie neemt, in voorkomend geval op de eerstvolgende nuttige zitting, kennis van de zaak en beslist desgevallend over het vervolg.

De voorzitter brengt de eindbeslissing van de Commissie ter kennis van de partijen.

§ 3. Indien de voorzitter van oordeel is dat er wel reden is tot voortzetting van de bemiddeling, kan hij beslissen het dossier, met inbegrip van het in § 1 vermelde verslag, voor verdere behandeling aan de Commissie voor te leggen. Hij brengt daarvan de partijen op de hoogte.

Art. 31. Indien de bemiddeling op het niveau van de voorzitter werd afgebroken en er reden is tot voortzetting van de bemiddeling overeenkomstig art. 30, § 3 van dit reglement of indien een klacht rechtstreeks zonder voorafgaande bemiddelingspoging door de voorzitter aan de Commissie wordt voorgelegd, onderzoekt de Commissie alvorens de behandeling ten gronde aan te vangen, de ontvankelijkheid van de aan haar gerichte klachten.

De beslissing over de ontvankelijkheid wordt aan de klager ter kennis gebracht.

Art. 32. Voor het onderzoek van een klacht kan de Commissie een of meerdere leden aanstellen tot verslaggever en het stellen van onderzoeksdaden.

Behalve in geval dat de klacht al het voorwerp heeft uitgemaakt van een bemiddelingsprocedure op het niveau van de voorzitter, brengt de Commissie, nadat ze in overeenstemming met artikel 31 van dit reglement de klacht ontvankelijk heeft verklaard, de verantwoordelijke voor de verwerking waarop de klacht betrekking heeft, op de hoogte van de klacht. Zij kan in het belang van het onderzoek deze kennisgeving verdagen tot het ogenblik dat ze geschikt acht.

De Commissie of de verslaggever kan alle nuttige inlichtingen vragen aan de klager, de verantwoordelijke voor de verwerking en aan derden. Zij kan een termijn opleggen voor het verstrekken van een schriftelijk antwoord. Zij kan in elke stand van de procedure aanvullende onderzoeksmaatregelen bevelen.

De verantwoordelijke voor de verwerking heeft het recht zijn antwoord te verduidelijken met alle bijkomende informatie en toelichting die hij nodig acht.

Het antwoord wordt aan de klager medegedeeld. Deze heeft het recht om, binnen een door de Commissie of de verslaggever bepaalde termijn, schriftelijk een wederantwoord in te dienen.

Wanneer een onderzoek ter plaatse noodzakelijk is, wordt gehandeld in overeenstemming met de bepalingen van artikel 40 van dit reglement.

Art. 33. La Commission peut décider d'inviter le plaignant et le responsable du traitement concerné à une audition, et ce conformément à l'article 10 du présent règlement. Si les deux parties sont invitées, elles seront auditionnées ensemble ou séparément, en fonction de la décision de la Commission.

Art. 34. La Commission peut déléguer un ou plusieurs de ses membres pour aider les parties à parvenir à une conciliation.

En cas de réussite de la tentative de conciliation, le(s) membre(s) délégué(s) par la Commission rédige(nt) un procès-verbal dans lequel est exposée la solution retenue.

La Commission prend acte de l'accord obtenu lors de la prochaine séance utile et se prononce le cas échéant quant aux suites.

Art. 35. S'il s'avère impossible de parvenir à une conciliation à propos d'une plainte déclarée recevable, la Commission émet un avis motivé sur le bien-fondé de celle-ci. Elle peut assortir son avis de recommandations motivées destinées au responsable du traitement.

Art. 36. Si la Commission décide qu'en plus de la notification imposée par ou en vertu de la loi, une autre forme de publicité sera donnée à sa décision, son avis ou ses recommandations, elle prend une décision distincte en ce qui concerne l'éventuelle publication de l'identité des parties.

Section VIII. — Contrôle et inspection

Art. 37. On entend par "contrôle" l'opération consistant à vérifier que la réglementation relative à la protection de la vie privée est respectée par un responsable de traitement déterminé.

On entend par "inspection" l'organisation d'une vérification générale visant à s'assurer que la réglementation relative à la protection de la vie privée est respectée par un groupe ou une catégorie de responsables de traitement, ou par les responsables de traitement d'un même secteur. Un contrôle visant spécifiquement un responsable de traitement déterminé peut avoir lieu à l'occasion d'une inspection.

Art. 38. Un contrôle peut avoir pour origine une déclaration, une simple demande émanant d'une personne, une demande d'accès indirect ou une plainte; il peut également être effectué spontanément, suite à la constatation de certains faits se rapportant au traitement de données à caractère personnel.

Une inspection peut avoir pour origine des constatations particulières faites à l'occasion d'un contrôle et concernant le traitement de données à caractère personnel, des constatations générales se rapportant au traitement de données à caractère personnel ou une préoccupation générale; elle peut aussi être effectuée dans le cadre d'actions proactives et préventives ciblées menées par la Commission.

Le contrôle et l'inspection peuvent être organisés sur la base d'une initiative nationale ou internationale.

La décision de procéder à un contrôle est prise par le président. L'organisation d'une inspection est quant à elle le fruit d'une décision prise par la Commission, sur proposition du président.

Art. 39. § 1^{er}. En exécution de l'article 26, § 1^{er}, premier alinéa, de la LVP, le président peut, à l'occasion d'un contrôle ou d'une inspection, faire remplir un questionnaire par le responsable du traitement et lui demander toutes les explications complémentaires pouvant l'aider à se faire une idée de la manière dont le traitement est effectué. Il peut également demander des renseignements à des tiers. Le responsable du traitement a le droit de fournir en sus toutes les précisions qu'il juge nécessaires.

Lorsqu'il est nécessaire de procéder à un examen sur place, on agit conformément aux dispositions de l'article 40 du présent règlement.

§ 2. Lors de l'exécution d'une mission de contrôle ou d'inspection, l'attitude de la Commission ou de son président doit en toutes circonstances être dictée par le souci de parvenir à une conciliation entre le responsable du traitement et les personnes dont les données à caractère personnel font l'objet du traitement visé.

Si le contrôle est effectué à la suite d'une déclaration, d'une demande d'accès indirect ou d'une plainte, il faudra se conformer aux règles légales spécifiques et aux dispositions du présent règlement applicables en la matière.

§ 3. Sans préjudice des dispositions du précédent paragraphe, des recommandations peuvent être adressées au responsable du traitement, à la suite d'un contrôle, par la Commission ou le président agissant au nom de celle-ci.

Art. 33. De Commissie kan beslissen de klager en de betrokken verantwoordelijke voor de verwerking uit te nodigen voor een verhoor en dit in overeenstemming met art. 10 van dit reglement. Zo beiden uitgenodigd worden, gebeurt het verhoor afzonderlijk of gezamenlijk volgens de beslissing van de Commissie.

Art. 34. De Commissie kan met het oog op het bereiken van een minnelijke schikking tussen de partijen één of meerdere leden afvaardigen om deze te bewerkstelligen.

Zo een minnelijke schikking wordt bereikt, stelt het afgevaardigde lid /stellen de afgevaardigde leden een proces-verbaal op, waarin de bereikte oplossing wordt uiteengezet.

De Commissie neemt, in voorkomend geval op de eerstvolgende nuttige zitting, akte van het bereikte akkoord en beslist desgevallend over het vervolg.

Art. 35. Zo met betrekking tot een ontvankelijk verklaarde klacht geen minnelijke schikking wordt bereikt, geeft de Commissie een met redenen omkleed advies over de gegrondheid van de klacht. Zij kan haar advies doen vergezeld gaan van met redenen omklede aanbevelingen aan de verantwoordelijke voor de verwerking.

Art. 36. Indien de Commissie beslist dat haar beslissing, advies of aanbevelingen, naast de door of krachtens de wet opgelegde kennisgeving ervan, ook op een andere wijze openbaar gemaakt wordt, beslist zij afzonderlijk over het al dan niet openbaar maken van de identiteit van de partijen.

Afdeling VIII. — Controle en inspectie.

Art. 37. Onder controle wordt verstaan : het nagaan van de eerbiediging van de regelgeving met betrekking tot de bescherming van de persoonlijke levenssfeer in hoofde van een bepaalde verantwoordelijke voor de verwerking.

Onder inspectie wordt verstaan : het organiseren van een algemene verificatie over de eerbiediging van de regelgeving met betrekking tot de bescherming van de persoonlijke levenssfeer in hoofde van een groep, categorie of sector van verantwoordelijken voor de verwerking. Bij gelegenheid van een inspectie kan een specifieke controle ten overstaan van een individuele verantwoordelijke plaatsvinden.

Art. 38. Tot controle kan worden overgegaan naar aanleiding van een aangifte, van een eenvoudig verzoek van een persoon, van een verzoek om onrechtstreekse toegang, van een klacht, dan wel spontaan naar aanleiding van een bepaalde vaststelling met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens.

Tot inspectie kan worden overgegaan naar aanleiding van bepaalde specifieke vaststellingen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens bij gelegenheid van een controle, vanuit bepaalde algemene vaststellingen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens, vanuit een algemene bezorgdheid, dan wel op basis van gerichte proactieve en preventieacties door de Commissie.

Controle en inspectie kunnen worden georganiseerd op basis van een nationaal dan wel een internationaal initiatief.

De beslissing tot het verrichten van een controle wordt genomen door de voorzitter. Het organiseren van een inspectie wordt op voorstel van de voorzitter beslist door de Commissie.

Art. 39. § 1. In uitvoering van artikel 26, § 1, eerste lid van de WVP, kan de voorzitter bij gelegenheid van een controle of van een inspectie de verantwoordelijke voor de verwerking een vragenlijst laten invullen en alle bijkomende vragen om uitleg stellen die nuttig kunnen zijn om zich een beeld te vormen over de wijze van verwerking. Hij kan ook aan derden inlichtingen vragen. De verantwoordelijke voor de verwerking heeft het recht alle bijkomende informatie en toelichting te verstrekken die hij nodig acht.

Wanneer een onderzoek ter plaatse noodzakelijk is, wordt gehandeld in overeenstemming met de bepalingen van artikel 40 van dit reglement.

§ 2. Bij de uitoefening van een opdracht van controle of inspectie stellen de Commissie of haar voorzitter zich te allen tijde op vanuit een bekommernis om een minnelijke schikking tot stand te brengen tussen de verantwoordelijke voor de verwerking en de betrokken personen wiens persoonsgegevens worden verwerkt.

Wanneer de controle het gevolg is van een aangifte, van een verzoek om onrechtstreekse toegang of van een klacht wordt verder gehandeld in overeenstemming met de bijzondere wettelijke regelgeving en dit reglement, dienaangaande.

Onverminderd het bepaalde in de vorige paragraaf kan de Commissie of de voorzitter namens de Commissie, naar aanleiding van een controle, aan de verantwoordelijke voor de verwerking aanbevelingen richten.

Avant qu'une recommandation ne soit adressée à un responsable de traitement déterminé, ce dernier se voit offrir la possibilité de faire connaître son point de vue par écrit, dans le délai fixé par le président. La Commission ou le président, selon le cas, peut décider d'entendre le responsable du traitement.

S'il s'avère impossible de parvenir à un règlement amiable, le président peut décider d'adresser des recommandations au responsable de traitement concerné ou de porter l'affaire devant la Commission. Dans chacun de ces cas, toutefois, le président peut à tout moment inscrire le dossier à l'ordre du jour d'une séance. Il en informe le responsable du traitement.

§ 4. Si certaines constatations faites par la Commission, son président ou un de ses membres à l'occasion d'une mission d'inspection donnent lieu à un contrôle visant spécifiquement un responsable de traitement, on agit conformément aux dispositions du précédent paragraphe.

Section IX. — Examens sur place visés à l'article 32 de la LVP

Art. 40. La Commission décide de l'examen sur place dont elle peut charger un ou plusieurs de ses membres.

La Commission ou le président peut décider de faire accompagner par des agents du secrétariat les membres délégués à cet effet.

L'examen sur place donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal. Celui-ci contient un rapport complet sur le déroulement de l'examen. Il est signé par le(s) commissaire(s) responsable(s) et, le cas échéant, par les agents du secrétariat.

Le responsable du traitement – ou son représentant sur le lieu de l'examen – est dès le départ informé du but de l'examen et de la législation applicable. Une copie du procès-verbal portant sur le déroulement de l'examen lui est transmise sans délai. Le responsable – ou son représentant – peut rédiger une déclaration ou un commentaire et la/le faire annexer au procès-verbal. Si elles sont brèves, ses déclarations sont consignées dans le procès-verbal lui-même.

En cas d'extrême urgence, la compétence visée au premier alinéa est exercée par le président, auquel cas celui-ci rend compte lors de la prochaine séance des décisions qu'il a prises.

Section X. — Comités sectoriels

Art. 41. Tout dossier introduit auprès de la Commission et qui porte sur une question relevant explicitement, par ou en vertu de la loi, de la compétence d'un comité sectoriel est immédiatement transmis à celui-ci par le président ou l'administrateur habilité à cet effet.

Art. 42. Si un dossier traité par un comité sectoriel ou à propos duquel un comité sectoriel a rendu une décision est transmis pour examen à la Commission par le président du comité sectoriel en question, le président désigne sans délai un rapporteur.

Celui-ci est en droit de demander au président du comité sectoriel concerné de lui fournir tous les renseignements utiles. L'article 10 du présent règlement est d'application. La Commission se prononce dans le délai fixé légalement ou réglementairement.

Art. 43. Sans préjudice de l'application de l'article 14 du présent règlement, une copie de la décision prise par la Commission dans le cadre de cette procédure est communiquée sur-le-champ au comité sectoriel à l'initiative de la procédure.

Art. 44. Les présidents des divers comités sectoriels se réunissent au moins une fois par an, dans le cadre d'une conférence des présidents.

Ils concluent des accords portant sur l'organisation des travaux et la coopération entre la Commission et les comités sectoriels ainsi qu'entre les comités. Ils élaborent notamment des règles visant à résoudre d'éventuels problèmes de compétence. Les arrangements pris font l'objet d'un protocole d'accord qui est soumis pour approbation à la Commission.

Le secrétariat de la conférence est assuré par le staff de la présidence.

Art. 45. Il convient d'appliquer les principes suivants en vue du règlement des problèmes de compétence et de chevauchement de compétences susceptibles de se poser entre la Commission et les comités sectoriels ainsi qu'entre ces derniers :

— la Commission transmet le dossier au comité sectoriel auquel la compétence dans un domaine déterminé est explicitement attribuée par ou en vertu de la loi;

Alvorens een aanbeveling te richten tot een bepaalde verantwoordelijke voor de verwerking, wordt aan deze de gelegenheid geboden om binnen de termijn bepaald door de voorzitter, schriftelijk zijn standpunt te doen kennen. Al naar gelang het geval kan de Commissie of de voorzitter beslissen de verantwoordelijke te horen.

Wanneer geen minnelijke schikking tot stand kan worden gebracht, kan de voorzitter beslissen aanbevelingen te richten tot de betrokken verantwoordelijke voor de verwerking, dan wel de zaak voor de Commissie te brengen. In elk geval kan de voorzitter echter te allen tijde het dossier ter zitting brengen. Hij brengt de verantwoordelijke voor de verwerking daarvan op de hoogte.

Wanneer naar aanleiding van een inspectieopdracht de Commissie, de voorzitter of een lid van de Commissie in hoofde van een verantwoordelijke voor de verwerking bepaalde vaststellingen doen die aanleiding geven tot een specifieke controle, wordt verder gehandeld in overeenstemming met het bepaalde in de vorige paragraaf.

Afdeling IX. — Onderzoeken ter plaatse als bedoeld in artikel 32 WVP

Art. 40. De Commissie beslist over het onderzoek ter plaatse waarmee zij één of meer van haar leden kan belasten.

De Commissie of de voorzitter kan beslissen dat ambtenaren van het secretariaat de afgevaardigde leden vergezellen.

Over het onderzoek ter plaatse wordt een proces-verbaal opgemaakt. Daarin wordt een volledig verslag opgemaakt over het verloop van het onderzoek. Het wordt getekend door de verantwoordelijke commissaris(-sen) en desgevallend de ambtenaren van het secretariaat.

De verantwoordelijke voor de verwerking of zijn afgevaardigde op de plaats waar het onderzoek plaatsvindt, wordt bij aanvang in kennis gesteld van het beoogde onderzoek en de geldende wetgeving. Een afschrift van het proces-verbaal over het verloop van het onderzoek wordt onverwijld overgezonden aan deze verantwoordelijke of zijn afgevaardigde. De verantwoordelijke of zijn afgevaardigde kan een verklaring of commentaar opmaken en dit laten voegen bij het proces-verbaal. Korte verklaringen worden opgetekend in het proces-verbaal zelf.

In geval van hoogdringendheid oefent de voorzitter de in het eerste lid bedoelde bevoegdheid uit. In dat geval brengt hij op de eerstvolgende vergadering verslag uit over de door hem genomen beslissingen.

Afdeling X. — Sectorale comités

Art. 41. Elk dossier dat bij de Commissie wordt ingediend en dat betrekking heeft op een aangelegenheid waarvoor door of krachtens de wet een sectoraal comité uitdrukkelijk bevoegd is, wordt door de voorzitter of de daartoe gemachtigde administrateur onverwijld doorgestuurd aan het bevoegde sectoraal comité.

Art. 42. Wanneer een dossier dat in behandeling is bij een sectoraal comité of waarover een sectoraal comité een beslissing heeft genomen, aan de Commissie voor onderzoek wordt overgezonden door de voorzitter van het betreffende sectoraal comité, wijst de voorzitter onverwijld een verslaggever aan.

De verslaggever is gerechtigd zich te wenden tot de voorzitter van het betreffende sectoraal comité die hem alle nuttige inlichtingen zal verstrekken. Artikel 10 van dit reglement is van toepassing. De Commissie doet uitspraak binnen de wettelijk of reglementair bepaalde termijn.

Art. 43. Onverminderd de toepassing van artikel 14 van dit reglement, wordt een afschrift van de door de Commissie genomen beslissing in het kader van deze procedure, onverwijld overgezonden aan het sectoraal comité dat de procedure initieerde.

Art. 44. De voorzitters van de verscheidene sectorale comités komen minstens één maal per jaar bijeen in een conferentie van de voorzitters.

Ze maken afspraken over de organisatie van de werkzaamheden, de samenwerking tussen de Commissie en de sectorale comités en de comités onderling. Zij werken onder meer een regeling uit over mogelijke bevoegdheidsvraagstukken. De afspraken maken het voorwerp van een protocolakkoord dat ter goedkeuring wordt voorgelegd aan de Commissie.

Het secretariaat van de conferentie wordt gehouden door de staf van de voorzitter.

Art. 45. Voor de regeling van de bevoegdheidsvraagstukken en de samenloop van bevoegdheden tussen de Commissie en de sectorale comités alsook tussen de sectorale comités onderling, gelden de volgende principes :

— de Commissie zendt het dossier door aan het bevoegde sectoraal comité op basis van de uitdrukkelijke bevoegdheidstoeuwijzing door of krachtens de wet van een materie aan een sectoraal comité;

— entre les comités sectoriels, la règle de l'attribution de la matière par ou en vertu de la loi est en principe applicable.

— en ce qui concerne les dossiers d'autorisation, le comité sectoriel compétent est celui chargé du contrôle du service public effectuant la communication des données;

— si la communication est effectuée en réponse à une demande dont la satisfaction est subordonnée à la transmission préalable de données, le critère déterminant en vue de l'attribution de la compétence est l'organisme qui répond;

— si un doute subsiste, la conférence des présidents règle la compétence; au besoin, elle peut s'adresser à cet effet à la Commission.

CHAPITRE III. — Séance administrative

Art. 46. En application des articles 26, 34 et 35 de la LVP, la Commission se réunit pour traiter de toutes les questions concernant la gestion administrative, le budget et le plan de gestion, les moyens humains et matériels ainsi que les rapports d'activité. Les dossiers sont introduits par le président, assisté de l'administrateur.

Art. 47. Deux commissaires chargés de procéder à la vérification des comptes de la Commission sont désignés par celle-ci, sur proposition du président, dans le mois qui suit l'approbation du présent règlement. Ils remplissent les tâches imposées par le règlement relatif à la procédure budgétaire et comptable approuvé par la Commission.

Art. 48. Les chambres de recours prévues à l'article 84 du statut des agents du secrétariat tel qu'approuvé par la Chambre des Représentants sont constituées par la Commission, sur proposition du président, dans le mois qui suit l'approbation du présent règlement.

CHAPITRE IV. — Dispositions finales

Art. 49. Le règlement d'ordre intérieur approuvé par la Commission le 11 avril 2007 est abrogé.

Art. 50. Le présent règlement d'ordre intérieur est communiqué aux Chambres législatives. Il est publié au *Moniteur belge* et sur le site Web de la Commission. Il est transmis à quiconque en fait la demande.

Art. 51. Le présent règlement d'ordre intérieur entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 26 juin 2013.

L'Administrateur f.f.,

Patrick Van Wouwe.

Le Président,

Willem Debeuckelaere.

— tussen de sectorale comités geldt in beginsel de regel van de materietoewijzing door of krachtens de wet.

— voor wat de machtigingsdossiers betreft, is het sectorale comité dat de controle uitoefent op de overheidsdienst die de mededeling van de gegevens verricht, bevoegd;

— wanneer de mededeling een antwoord is op een vraag die op zich de voorafgaande mededeling van gegevens vereist, is de instelling die antwoordt bepalend voor het criterium van de bevoegdheidstoewijzing;

— indien nog twijfel bestaat, kan de conferentie van de voorzitters de bevoegdheid regelen en zich desnoods wenden tot de Commissie.

HOOFDSTUK III. — Bestuursvergadering

Art. 46. In toepassing van de artikelen 26, 34 en 35 van de WVP komt de Commissie bijeen voor de behandeling van alle aangelegenheden met betrekking tot het administratief beheer, de begroting, het bestuursplan, de personele en materiële middelen en de rapportering over de werkzaamheden. De dossiers worden ingeleid door de voorzitter bijgestaan door de administrateur.

Art. 47. Binnen de maand na de goedkeuring van dit reglement stelt de Commissie, op voorstel van de voorzitter, twee commissarissen aan voor het nazicht van de rekeningen van de Commissie. Ze vervullen de taken die zijn opgelegd in het reglement betreffende de begroting- en boekhoudingprocedure, zoals goedgekeurd door de Commissie.

Art. 48. Binnen de maand na de goedkeuring van dit reglement stelt de Commissie, op voorstel van de voorzitter, de raden van beroep samen die zijn voorzien in artikel 84 van het statuut van de ambtenaren van het secretariaat, zoals goedgekeurd door de Kamer van Volksvertegenwoordigers.

HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

Art. 49. Het huishoudelijk reglement, goedgekeurd door de Commissie op 11 april 2007, wordt opgeheven.

Art. 50. Dit huishoudelijk reglement wordt medegedeeld aan de wetgevende kamers. Het wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en op de website van de Commissie. Het wordt medegedeeld aan eenieder die erom verzoekt.

Art. 51. Dit huishoudelijk reglement treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 26 juni 2013.

De wnd. Administrateur,

Patrick Van Wouwe.

De Voorzitter,

Willem Debeuckelaere.

GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

VLAAMSE OVERHEID

[C – 2013/35634]

Rooilijn- en onteigeningsplan Sion-site

LIER. — Het college van burgemeester en schepenen deelt mee, overeenkomstig de bepalingen van De Vlaamse Codex Ruimtelijke Ordening, goedgekeurd door de Vlaamse regering in zitting van 27 maart 2009, 3 april 2009 en 24 april 2009, gewijzigd bij decreet van 8 mei 2009, dat de gemeenteraad in zitting van 24 juni 2013 het rooilijn- en onteigeningsplan Sion-site, definitief heeft vastgesteld.

Bij besluit van de gemeenteraad van 24 juni 2013 werd het volgende bepaald :

Artikel 1. De gemeenteraad neemt kennis van het openbaar onderzoek waarvoor geen bezwaarschriften werden ingediend.